

European Forum on Rural development, Montpellier, 4-6 septembre 2002  
Participation à la discussion : making world agricultural trade work for the rural poor

**Instabilité des prix des matières premières agricoles,  
libéralisation et bien-être des consommateurs pauvres :  
quelques éléments de réflexion**

**Françoise Gérard, septembre 2002**

**Plan détaillé**

En intro, le problème persistant de la faim dans le monde et de la pauvreté. Comme souvent en économie politique, c'est sur les moyens (libéralisation totale ou intervention) pour y arriver et non pas sur l'objectif (éradiquer la pauvreté comme la malnutrition) que porte la controverse. En effet en dépit de la volonté collective et unanime affichée, peu (ou pas) (selon que l'on considère les statistiques en relatif ou en absolu) ont été réalisés au cours des 30 dernières années...

Certains affirment que la libéralisation des échanges de produits agricoles serait à même de régler le problème.

Si il est clair que la pratique des subventions à l'exportation, en déprimant les prix agricoles, ne permettent pas aux prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux de refléter la valeur réelle de la sécurité alimentaire, la multitude des imperfections de marchés, outre les impacts distortifs de l'intervention des Etats, fait craindre que la libéralisation ne se traduise pas par une amélioration notable de la situation des plus pauvres

**1- Les éléments permettant d'attendre une amélioration suite à la libéralisation ?**

**Enrichissement global grâce à l'échange**

- L'argument principal pour la libéralisation repose sur les gains de bien-être attendus. Ils découlent simplement d'une production moins coûteuse et plus efficace si chaque région se spécialise dans la production où elle est la meilleure, l'échange permettant ensuite d'acquérir n'importe quel bien de n'importe quelle région, au moindre coût. L'ensemble des consommateurs profite alors de consommations moins onéreuses. C'est ce que les économistes nomment une répartition des activités de production conforme aux « avantages comparatifs » .
- Les échanges permettent la dilution des chocs : les mauvaises et les bonnes années pourraient se compenser, mettant l'homme à l'abri des aléas agro-climatiques.
- Par ailleurs, on attend de l'intensification des échanges une diffusion des innovations et ainsi des améliorations techniques dans les pays en voie de développement.

- Une telle évolution devrait engendrer une certaine dynamique de croissance en milieu rural dont on attend qu'elle profite à l'ensemble de la population, même aux plus pauvres, par le développement des opportunités d'emploi dans les secteurs formels et informels.

### **Rôle de l'agriculture dans le développement et gains pour les pays du Sud**

La libéralisation du commerce agricole en abolissant les subventions aux exportations devrait permettre une augmentation des prix agricoles internationaux, elle serait ainsi bénéfique aux ruraux de nombreux pays pauvres. Et l'on sait que c'est en zone rurale que se trouve l'essentiel des pauvres. On connaît par ailleurs l'importance d'un secteur rural solide et dynamique dans la réussite du développement, le « miracle économique » des dragons asiatiques en est un exemple criant.

Importance du secteur rural dans le développement : réservoir de main d'œuvre, croissance des revenus induits croissance de la demande, développement des infrastructures, des marchés

### **Les déboires de la régulation : défaillances de l'Etat, une forte incitation pour le laisser-faire**

Enfin, l'engouement pour la libéralisation s'explique aussi par les défaillances des états. Les exemples de politiques de stabilisation minées par la corruption et l'inefficacité sont nombreux. L'incitation est forte en effet de détourner les gains de la stabilisation plutôt que de les consacrer à des investissements productifs. Cela a été le cas de nombreux pays où une minorité s'est personnellement enrichie aux dépens des paysans et des investissements dans l'infrastructure nationale. De plus la régulation implique des contrôles, ceux-ci sont coûteux, et sujet aux fraudes et détournements, elle s'accompagne souvent d'une bureaucratie particulièrement inefficace. Il est alors beaucoup plus commode de laisser le marché coordonner des décisions individuelles motivées par l'intérêt personnel, « la main invisible » chère aux économistes depuis le 18<sup>ème</sup> siècle.

Plusieurs modèles appliqués, représentant schématiquement l'économie mondiale chiffrent ainsi les gains de la libéralisation : des milliards de \$ de bien-être

## **2- Les limites aux bienfaits de la libéralisation**

### **Si le marché constitue un moyen efficace d'allouer les ressources et de coordination des décisions individuelles il ne faut pas en attendre ce qu'il ne peut faire**

- Les marchés libres ne peuvent coordonner efficacement les décisions individuelles :
  - ni pour les biens publics, impossible à accaparer et dont l'usage des uns n'empêchent pas celui des autres, la stabilité des prix alimentaires – avec son rôle bien connu des gouvernements sur la paix sociale peut être considéré comme un bien public;
  - ni pour les externalités, c-a-d les impacts de certaines activités économiques sur d'autres acteurs, toutes les questions environnementales doivent ainsi être réglées par des régulations hors-marché

- Par ailleurs, la maximisation du bien-être attendue d'une économie mondialisée, est entendue, étant donné la distribution des revenus établie elle évacue ainsi cette question essentielle si c'est la situation des plus pauvres qui nous préoccupe. (En effet, si on suit la deft de Sen de la pauvreté, c'est la dotation et l'accès insuffisants aux facteurs de production qui définit la pauvreté)

- Attention à la notion de bien-être assimilée aux surplus des producteurs et consommateurs c-a-d profit + niveau de consommation :

Ainsi la réduction des dépenses de sécurité au nom de la minimisation des coûts va donner plus de bien-être d'après ces modèles alors que l'on prend peut-être le risque de catastrophe majeure (Ulrich Beck, 2001)

Par ailleurs

- Multitudes des imperfections de marché , surtout en milieu rural, qui vont s'opposer à la croissance : imperfection des marchés financiers (crédit), imperfection de l'information, instabilité des prix et pas de marchés pour les risques, la production agricole est particulièrement risquée
- Vulnérabilité des plus pauvres face aux risques

### **L'instabilité des prix des produits agricoles et les imperfections de l'information: justification de l'intervention publique**

- les faits :instabilité des actifs financiers et des commodities n'a rien à voir avec la stabilité des prix des biens manufacturés – les autos et les tomates de JMB
- historiquement les politiques publiques isolant les marchés nationaux des marchés internationaux ont été mises en place pour protéger les consommateurs pauvres (paix sociale)
- L'analyse économique des impacts du risque montre qu'il est surtout néfaste pour les plus pauvres : des prix plus élevés pour une production plus faible permettent la rémunération du risque. Si la contrainte de liquidité n'est pas trop importante , donc si ils ne sont pas trop pauvres, les producteurs sont plutôt gagnants C'est sur les consommateurs que l'impact est négatif et ce d'autant plus qu'ils sont pauvres ...une grande partie du monde consacre encore 90% ou + de son revenu à l'alimentation, pour ceux-là une augmentation de quelques pourcent des prix des denrées de base signifie malnutrition. Par ailleurs, plus les consommateurs sont pauvres, plus ils consomment un produit dont le prix est lié à celui de la matière première : plus les produits sont transformés , moins la part de la matière première dans le coût total est importante, moins ils sont sensibles à l'instabilité des prix des matières premières.

### **Est-ce que la libéralisation va provoquer une stabilisation des prix ?**

En faveur d'une diminution de l'instabilité :Retrait des distorsions associées aux interventions de l'Etat (Bale et Lutz, 1980), report de l'instabilité domestique sur les marchés extérieurs( OCDE, 1990) + dissolution des chocs sur un marché plus large, tout ceci implique une diminution du hasard benin

Reste le « hasard » sauvage (Mandelbrot 1971) qui correspond aux périodes de fièvres. Beaucoup étudiées en économie financière mais également caractéristiques des marchés de matières premières. Bulles rationnelles, équilibre multiple, risque systémique. Tout se passe comme si ces marchés avaient deux types de fonctionnement selon les périodes :

- dans les périodes normales, tout va bien , les prix reflètent les coûts d'opportunité et guident ainsi efficacement les décisions des acteurs;
- dans les périodes fiévreuses, l'importance des anticipations dans la détermination des prix et ainsi de la confiance des acteurs fait que ces marchés sont le théâtre de retournement brutaux et d'envolées : de fortes instabilités. Sur les denrées de base, cette instabilité a des conséquences extrêmement néfastes sur les plus pauvres .Les crises alimentaires, lorsqu'elles ne sont pas dues à la guerre naissent généralement de la conjonction de l'instabilité des prix et d'anticipations pessimistes (hausse) sur la valeur future des produits alimentaires (Ravaillon, 1987). Le stockage ainsi engendré provoque une croissance des prix qui n'est pas forcément associée à une baisse des disponibilités. Si les plus pauvres bénéficient parfois de la croissance ce sont en tout cas ceux qui souffrent le plus en cas de crises (Cf crise Indonésienne, Gérard 2000)

**Pour assurer un environnement favorable en milieu rural, Il faut également une stabilisation des marchés des changes**

- Dans un contexte libéralisé, les prix des produits dépendent non seulement des cours mondiaux mais aussi des marchés des change. C'est la crise financière qui est responsable en Indonésie de la crise alimentaire de 1998 et non la sécheresse ( El Nino). Au plus fort de la crise la baisse de la production est de moins de 5% et l'aide alimentaire, extrêmement efficace, évitera une baisse des disponibilités. Les prix des aliments de base tripleront pourtant entre Juin 1997 et juillet 1998, l'essentiel de la flambée ayant lieu durant l'été, alors que la rumeur prétend que les entrepôts publics de riz sont vides et que l'état, en faillite, est dans l'impossibilité d'acheter les denrées de base nécessaires. Mais en fait il s'agit d'un simple alignement sur les prix internationaux. D'où la question clé :

**Est-il raisonnable de s'en remettre au seul marché mondial pour la sécurité alimentaire ?**

**Les avantages comparatifs sont-ils favorables aux agriculteurs du Tiers-Monde ? aux plus pauvres d'entre eux ?**

Etant donné la différence dans les techniques et dans les conditions de la production, nombre d'agricultures du tiers-monde ne seront pas compétitives avec celle des régions les plus favorables des pays développés. Ce que nous avons dit ci-dessus sur l'importance d'un secteur agricole fort dans le développement n'est pas moins vrai. Cette agriculture solide s'est développée, chez les dragons d'Asie, à l'abri d'une protection originale, minimisant les risques pour les producteurs, par une intervention de l'Etat à la fois vigoureuse et flexible, réduisant les fluctuations de prix autour d'une tendance définie par le marché mondial. L'instabilité des

prix des matières premières sur les marchés agricoles pose en effet des problèmes incontournables aux producteurs agricoles et s'oppose d'autant plus aux Investissements que les paysans sont pauvres. Elle est d'ailleurs la raison pour laquelle les pays ont développé des protections. Ainsi l'exemple des pays asiatiques au développement rapide plaide pour une protection de l'agriculture, au moins dans un premier temps. Un Etat dont l'agriculture n'a pas la performance des meilleurs producteurs mondiaux a malgré tout intérêt à protéger son secteur agricole. C'est d'ailleurs vers ce type de mesure qu'évolue actuellement l'OMC.

Par ailleurs lorsqu'on encourage les pays asiatiques à se spécialiser sur leur avantage comparatif, on les encourage à continuer dans des productions bénéficiant d'une main d'œuvre à bas salaire et ainsi, dans une certaine mesure, à exploiter leur main d'œuvre. On comprend alors leurs difficultés devant la clause sociale, réclamée par certains lors des négociations internationales.

### **Conclusion**

Si la régulation par les marchés présente l'avantage de moindres coûts, elle trouve sa limite dans les défaillances de certains marchés : absence de marchés du crédit satisfaisant dans de nombreux pays en voie de développement, absence de marchés pour les périodes futures pour la plupart des produits, existence de biens publics, et d'externalités. Ainsi même si c'est sous de nouvelles formes et qu'elle est considérablement allégée le marché ne pourra assurer seul l'ensemble de la coordination des acteurs et une certaine intervention reste nécessaire pour l'accompagner, surtout si l'on souhaite lutter contre la pauvreté. Il reste à inventer les formes de cette intervention.

Par ailleurs, les économistes savent depuis longtemps que, si la régulation des marchés est satisfaisante en période « normale », elle est sujette à des périodes fiévreuses, la proie de panique, où les ajustements sont amplifiés avec de multiples conséquences déplorables sur les populations, et particulièrement sur les plus pauvres.

Enfin les crises financières sont extrêmement défavorables pour les plus pauvres qui sont les plus vulnérables face aux risques.